



Services Techniques

NB/CL

N° 33/2022

## ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 18 JAN. 2022

---

---

**OBJET : Renouvellement de conduite d'AEP – avenue Mirabeau et avenue de Paris**

---

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,  
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

**VU** le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

**VU** l'article R610-5 du Code Pénal,

**VU** les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

**VU** l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**VU** l'accord préalable du Conseil Départemental du 13 janvier 2022,

**CONSIDERANT** la demande de la société URBAINE DE TRAVAUX, 2 avenue du Général de Gaulle 91170 Viry-Châtillon concernant le renouvellement de conduite d'AEP, avenue Mirabeau et avenue de Paris pour le compte du SEDIF, 14 rue Saint Benoit 75006 Paris,

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

### ARRETE

**Article 1 :** Du 24 janvier 2022 au 18 mars 2022, la société URBAINE DE TRAVAUX est autorisée à procéder aux travaux de renouvellement de conduite d'AEP avenue Mirabeau et avenue de Paris.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit sur l'emprise du chantier et selon son avancement. Les places de livraison seront neutralisées.

**Article 3 :** La contre-allée au droit du Mc Donald's sera fermée à la circulation et une déviation sera mise en place par l'entreprise.

**Article 4 :** La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier.

**Article 5** : Les voies de circulation seront restreintes en demi-chaussée et un alternat par feux tricolores sera mis en place.

**Article 6** : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

**Article 7** : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

**Article 8** : Les fouilles sous chaussée seront refermées le soir si les contraintes gaz le permettent. Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. La reprise des enrobés se fera en pleine largeur.

**Article 9** : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

**Article 10** : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société URBAINE DE TRAVAUX sous le contrôle des services techniques municipaux.

**Article 11** : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux, 24 heures à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

**Article 12** : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

**Article 13** : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par la commune, celle-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

**Article 14** : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

**Article 15** : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants

**Article 16** : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société URBAINE DE TRAVAUX, 2 avenue du Général de Gaulle 91170 Viry-Châtillon et au SEDIF, 14 rue Saint Benoit 75006 Paris.

François ABOUT  
Conseiller municipal  
Délégué aux travaux.



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : \_\_\_\_\_

Affiché et/ou notifié le : **18 JAN. 2022**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

**18 JAN. 2022**

*La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de sa notification.*